

# COMMUNIQUÉ

## Elections législatives en République de Djibouti : APPEL URGENT À LA VIGILANCE

---

Depuis le début de la campagne électorale il y a un mois et pour la première fois dans l'histoire de Djibouti, la population est massivement descendue dans les rues pour réclamer le changement et soutenir la coalition des six partis de l'opposition regroupés au sein de l'Union pour le Salut National (USN). Rassemblant des milliers de personnes de tous âges ce mercredi 20 février 2013, le dernier meeting de campagne de l'USN a été un immense succès et prouvé une nouvelle fois le sens des responsabilités d'une opposition pacifique qui n'a jamais eu recours à la violence ni à aucune forme d'instrumentalisation de la population à qui elle a offert un avant-goût de liberté.

Face à l'ampleur de la mobilisation citoyenne de ces dernières semaines en faveur d'une alternative démocratique attendue depuis plus de 35 ans, le régime a de son côté multiplié les provocations, les intimidations et le harcèlement. Au soir du dernier meeting de la coalition pour le changement à Djibouti (USN), dans une intervention fleuve diffusée à la télévision d'État, unique média du pays, le président Omar Guelleh a donné des opposants l'image de terroristes doublés de dangereux islamistes décidés à détruire le pays. Cette rhétorique sert depuis des années de prétexte pour réprimer durement et en violation flagrante de ses engagements internationaux, toute forme de contestation pacifique et d'appel au respect des droits humains et de la démocratie à Djibouti. Surtout, elle montre le profond malaise du régime confronté au ras le bol de la population et, comme nous le craignons, annonce des lendemains de scrutin difficiles.

Ce jeudi matin, des milliers de personnes réclament des cartes d'électeurs qu'ils ne parviennent pas à obtenir. Pour rappel, aucune revendications de l'opposition pour l'organisation d'un scrutin transparent et réellement démocratique n'a jusqu'ici été rencontrée : la constitution des listes électorales répond à ce point à des logiques partisans qu'elle ne correspondent plus du tout à la réalité démographique actuelle de Djibouti ; à l'exception d'une équipe réduite de l'Union africaine et de seulement deux experts techniques envoyés par l'Union européenne, le régime a refusé la présence de toute mission internationale d'observation électorale impartiale ; toutes les structures de contrôle étatique des élections sont noyautées par les proches du régime et du président Omar Guelleh ; les limites apportées à liberté d'expression et d'association compliquent très fortement le travail des opposants etc. etc. etc.

Les risques de fraude électorale sont dès lors particulièrement élevés. Seule l'ampleur de cette fraude reste encore inconnue ainsi que la réaction du pouvoir en cas de résultat officiel défavorable au régime. Dans ce contexte extrêmement tendu, nous demandons aux partenaires internationaux de la République de Djibouti et à l'Union européenne en particulier, de suivre de près le déroulement du scrutin de ce vendredi 22 février 2013 et de réagir immédiatement en cas de réaction violente du régime. L'Union européenne ne peut plus accepter de fermer les yeux sur les nombreuses violations commises à l'encontre des droits de l'Homme à Djibouti, au nom de la défense de ses propres intérêts stratégiques et commerciaux. L'Union européenne est le premier bailleur de fonds à destination de Djibouti. En décidant d'y renforcer sa présence, elle a également pris l'engagement formel d'y renforcer ses exigences en matière de respect des droits humains. C'est aujourd'hui qu'elle doit montrer à la population djiboutienne et aux citoyens européens qu'elle tient parole.

**Ali DEBERKALE AHMED**

*Représentant de l'USN auprès de la Belgique et de l'Union européenne*

Contacts :

[alideberkale@gmail.com](mailto:alideberkale@gmail.com) / +32 471.211.432 / +475.22.66.05 / +32 2 851.85.53